

Synthèse régionale

Un coup d'arrêt dans la baisse du chômage

En 2017, le chômage se stabilise alors que la situation financière des ménages s'améliore. Les consommateurs bénéficient toujours d'une très faible inflation en 2017 (+ 0,5 %). Du fait des mauvaises conditions climatiques, la production agricole a été morose en 2017 (- 28 %). La conséquence directe est l'effondrement du solde du commerce extérieur, amplifié par la baisse de la production de la SARA. En revanche, le secteur portuaire, comme aérien, poursuit son embellie porté par le tourisme martiniquais à son plus haut niveau.

Isabelle Padra-Rebello, Insee

Le chômage se stabilise

Après plusieurs années de baisse continue, le taux de chômage se stabilise en 2017 : 27 000 personnes sont au chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT), soit 18 % de la population active, ce qui représente toujours quatre points de moins que la Guadeloupe et la Guyane. Aux Antilles-Guyane, le taux de chômage reste bien supérieur à celui de la France hexagonale (8,6 %).

Malgré un taux de chômage important, la consommation des ménages se maintient en Martinique. En 2016, elle progressait de 0,1 % en volume pour une population qui diminuait de 0,9 % sur la période. La consommation des ménages doit sa relative bonne tenue à une santé financière des ménages qui s'améliore d'année en année et à une inflation relativement faible en 2017 (+ 0,5 %).

La bonne tenue de l'activité bancaire

L'activité bancaire demeure bien orientée en 2017. Les ménages participent à cette dynamique, leur encours sain augmentant de 3,3 %. Les encours de crédit à l'habitat gagnent en dynamisme par rapport à 2016 (+ 3,7 % contre + 2,7 %). Il en est de même pour les crédits à la consommation (+ 7 % après 6,6 % en 2016). Une des conséquences est l'augmentation du nombre de véhicules particuliers neufs de l'ordre de 27 % entre 2014 et 2017.

Parallèlement, les encours de crédits aux entreprises s'inscrivent également en progression (+ 4,4 %). Cette augmentation est malgré tout inférieure à celle de 2016 (+ 4,9 %) en lien avec un léger fléchissement des crédits immobiliers (+ 6,5 % en 2017 contre + 8,8 % en 2016 et + 13,1 % en 2015) et des crédits d'investissement.

Les autorisations de construction en 2017 repartent à la hausse (+ 6 %) mais ne

compensent pas l'importante chute de 27 % survenue en 2016. Les autorisations concernent principalement le logement collectif qui représente 53 % des logements autorisés. Ces projets profitent surtout aux territoires du Sud et du Centre de la Martinique.

Les tarifs de l'énergie poussent les prix à la hausse

Au cours des dernières années, les tarifs de l'énergie permettaient de contenir l'inflation. En 2017, la tendance s'est inversée et ils ont participé à la progression du niveau général des prix. Les tarifs de l'énergie et les produits pétroliers sont en augmentation respectivement de 7,4 % et 10,7 %. La conséquence est qu'au cours de l'année 2017, les prix ont augmenté de 0,5 % en Martinique. Cette hausse a été amplifiée par l'augmentation des prix des produits frais de 3,8 % et plus généralement de l'alimentation (+ 1,2 %). En revanche, la baisse des prix des produits manufacturés de 1,5 % en 2017 a quelque peu limité l'inflation.

Le commerce extérieur se dégrade

En 2017, les importations de la Martinique augmentent légèrement de 3,2 % malgré une baisse de la démographie. Pour la troisième année consécutive, les exportations de biens et de services chutent fortement (- 17,4 % en 2017), entraînant le déficit commercial à un niveau jamais atteint depuis 2012. Malgré l'augmentation du prix de vente des carburants, la baisse des exportations de produits pétroliers raffinés (- 18,3 %) contribue pour moitié à cette chute. Le phénomène a été amplifié par les événements climatiques ayant pour conséquence une baisse des exportations des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche de 28 %.

Une production agricole morose en 2017

Les arrière-effets de la tempête Matthew en 2016 conjugués aux mauvaises conditions climatiques dues à la tempête Maria en 2017, ont provoqué une chute de 30 % de la production de banane. L'année 2017 s'accompagne également d'une diminution du prix moyen de la banane martiniquaise. De plus, Matthew impacte la production de canne qui diminue de 7,8 %. Sa richesse en saccharose demeure faible : 10,71 g de sucre pour 100 g de canne, soit près de deux points de moins par rapport aux années 2012 à 2015.

Les transports portuaire et aérien continuent leur progression

Le transport aérien poursuit sa croissance amorcée en 2016 avec le lancement de nouvelles dessertes en provenance des États-Unis, d'Allemagne et du Canada. Le flux de passagers continue sa progression, supérieure de 2,9 % par rapport à l'année 2016. Cela s'explique par la hausse du trafic national de 2,2 % sur l'année et du trafic international de 8,4 %.

Cette progression impressionnante de passagers, grâce à la croisière, est dopée par les événements climatiques qui ont affecté les îles du nord des Antilles. De ce fait, l'activité passagers bat plusieurs records : le nombre de mouvements d'entrées et sorties de passagers dépasse le million, et, pour la croisière, le nombre de visiteurs dépasse le seuil des 500 000.

Les croisiéristes portent le tourisme martiniquais à son plus haut niveau en 2017. Le flux de croisiéristes représente 39 % de la fréquentation, soit une progression de 44,5 % par rapport à 2016. Les dépenses directes des touristes sont évaluées à 424,8 millions d'euros, soit une progression de 28,9 % par rapport à 2016. ■

Contexte national et international

Reprise internationale et accélération de la croissance nationale

Jean-Baptiste Berry, Insee

Cette année 2017 a été mouvementée, marquée par des catastrophes naturelles, des tensions géopolitiques et de profondes divisions politiques dans de nombreux pays. Sur le front économique, en revanche, 2017 se termine sur une note positive : la poursuite de l'accélération du PIB observée dans une très grande partie du monde constitue la reprise conjoncturelle la plus ample de la décennie.

Reprise d'ampleur de la croissance mondiale en 2017

L'un des aspects notables de la reprise en 2017 est son ampleur. L'accélération de la croissance a concerné près des trois quarts des pays du monde et n'avait jamais été aussi généralisée depuis 2010 : à l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de +3,8 %, pour 3,2 % en 2016, soit la plus forte progression depuis la récession de 2009. Surtout, certains des pays qui affichaient des taux de chômage élevés depuis assez longtemps, dont plusieurs dans la zone euro, participent à la poussée de la croissance et enregistrent une forte progression de l'emploi. Quelques-uns des grands pays « émergents » comme le Brésil et la Russie en ont fini avec la récession. Toutefois, la croissance du PIB par habitant dans près de la moitié des pays « émergents et en développement », en particulier les plus petits, est à la traîne par rapport à celle des pays avancés et s'est affichée en baisse dans presque un quart des pays « émergents et en développement ». Les pays en difficulté comprenaient les exportateurs de pétrole et les pays à faible revenu en proie à des conflits civils ou des catastrophes naturelles.

Stimulée par un redémarrage de l'investissement, la croissance du commerce international, qui n'avait jamais été aussi lente depuis 2001 est repartie : après une croissance de 2,0 % en 2016, le commerce mondial a progressé de 5,2 % en 2017, rythme qui n'avait pas été atteint depuis 2011. La faiblesse des dépenses d'équipement dans le secteur de l'énergie avait largement contribué à la mollesse de l'investissement mondial en 2016.

Les prix des métaux et des combustibles ont été soutenus par l'élan plus puissant de la demande mondiale et les restrictions de l'offre dans le secteur énergétique, y compris les pannes de production liées aux ouragans aux États-Unis, les turbulences financières au Venezuela et les problèmes de sécurité dans certaines régions d'Iraq. Sur l'ensemble de l'année 2017, la demande de pétrole a légèrement excédé l'offre : cette dernière est restée contenue grâce en particulier à la limitation de la production des pays ayant pris part à l'accord de l'Opep établi fin 2016.

La croissance des salaires est restée étonnamment molle dans les pays avancés, malgré la baisse des taux de chômage. L'atonie persistante sur les marchés du travail - illustrée par des taux de chômage encore élevés dans certains pays ou des niveaux importants de chômage partiel subi - ainsi que la faible croissance de la productivité sont largement responsables de la morosité observée.

Les valorisations boursières ont poursuivi leur progression et approchent des niveaux record, les banques centrales ayant conservé des cadres de politique monétaire accommodante sur fond d'inflation très modérée. Ceci s'inscrit dans une tendance qui balaie plus largement tous les marchés financiers mondiaux, où des taux d'intérêt bas, des perspectives économiques plus favorables et un appétit plus solide pour le risque ont dopé les cours des actifs.

Accélération de la croissance française en 2017

L'activité économique française s'est inscrite dans cette dynamique économique mondiale favorable : elle a crû de 2,0 % en 2017, après +1,1 % en 2016, retrouvant un rythme proche de ceux observés en 2010 et 2011. Cette progression s'est accompagnée d'environ 270 000 créations nettes d'emplois, permettant un recul de plus d'un point du taux de chômage. Ces résultats traduisent en particulier la vigueur retrouvée de l'investissement, tandis que la consommation des ménages s'est

montrée moins dynamique qu'en 2016. La fin d'année a par ailleurs été marquée par le rebond attendu des exportations aéronautiques : au quatrième trimestre 2017, les exportations françaises ont nettement accéléré (+2,4 % après +1,0 % au troisième trimestre) du fait de la vigueur de la demande mondiale adressée à la France et surtout de livraisons aéronautiques exceptionnellement élevées, venant rattraper les trimestres précédents. Au-delà de la vive croissance des ventes manufacturières, les dépenses des touristes étrangers en France, qui contribuent aux exportations de services, sont restées solides en fin d'année.

Braver la tempête

Les pays de la Caraïbe ont en commun leur vulnérabilité à de fréquentes et coûteuses catastrophes naturelles. Nombre d'entre eux font partie des 25 nations les plus vulnérables aux catastrophes en termes de nombre d'habitants ou de superficie. Irma et Maria, les deux ouragans de catégorie 5 qui ont dévasté les Caraïbes en septembre 2017, sont les dernières tempêtes tropicales à avoir balayé la région, au prix de lourdes pertes en vies humaines et de considérables ravages, depuis les îles Turques-et-Caïques jusqu'à la Dominique. Cette vulnérabilité est accentuée par la faible taille relative des économies caribéennes, qui sont proportionnellement plus exposées ; ainsi, l'estimation des dégâts et pertes subis par la Dominique serait de 200 % de son PIB annuel. Les pays les plus grands des Caraïbes comme Haïti ou la Jamaïque connaissent régulièrement des désastres naturels (ouragans et tremblements de terre).

La vulnérabilité des Caraïbes est caractéristique des petits États insulaires, mais cette région a en général subi des dommages plus importants que d'autres. Selon une estimation moyenne des dégâts dus aux catastrophes, le ratio dommages - PIB a été 4,5 fois plus élevé pour les petits États que pour les plus grands, mais six fois plus important pour les pays des Caraïbes. En outre, les pays de la région sont sept fois plus susceptibles d'être frappés par une catastrophe naturelle que de plus grands pays, et deux fois plus susceptibles que d'autres petits pays.

Source : FMI, mars 2018.

Les revenus d'activité soutiennent en 2017 le pouvoir d'achat : l'accélération des revenus d'activité des ménages, portée par les évolutions favorables de l'emploi et des salaires, a été comparable en 2017 à celle des prix de la consommation. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages a connu une progression dynamique en 2017 (+ 1,7 %) similaire à celle de 2016 (+ 1,8 %). Malgré des gains de pouvoir d'achat soutenus en 2017, la consommation des ménages a crû modérément (+ 1,3 % après + 2,1 % en 2016). Si la faible consommation d'énergie a pesé sur l'ensemble, les achats d'autres biens comme de services n'ont guère été plus dynamiques qu'en 2016.

Le taux d'investissement des entreprises atteint un sommet en 2017 : l'investissement des entreprises non financières a accéléré en 2017 (+ 4,4 % après + 3,4 % en 2016), conduisant leur taux d'investissement à des niveaux inédits depuis 40 ans (22,4 %).

1 Accélération de la croissance nationale en 2017

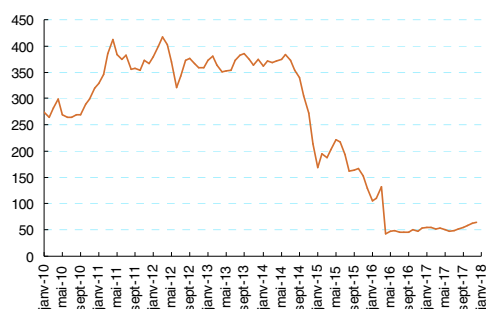
Le produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
Produit intérieur brut	0,6	0,9	1,1	1,1	2,0
Importations	2,1	4,8	5,7	4,2	4,1
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,4	2,1	1,3
Dép. conso. APU*	1,5	1,3	1,1	1,2	1,6
FBCF totale	-0,8	0,0	1,0	2,7	3,8
dont ENF*	0,2	1,7	3,1	3,4	4,4
dont ménages	-0,5	-3,0	-2,1	2,4	5,3
dont APU*	-0,7	-5,3	-3,0	-0,1	-1,0
Exportations	1,9	3,3	4,3	1,9	3,3
Contribution des variations de stocks	0,2	0,7	0,3	-0,1	0,4

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières
Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010.

2 Les prix du pétrole se maintiennent en 2017

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)
Base 100 en 2000 (\$ / baril)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org).

Conjoncture et perspectives 2018 : poursuite de l'élan de 2017

Le rythme de la reprise ne faiblirait pas en 2018. Ce scénario est soutenu par des conditions toujours favorables sur les marchés (en dépit du retour d'une certaine volatilité) et les prévisions d'une large expansion budgétaire aux États-Unis. La croissance américaine devrait rester particulièrement dynamique, à 2,9 % en 2018. La zone euro devrait aussi poursuivre sur sa lancée à + 2,4 % en 2018 et 2 % en 2019. L'Asie émergente restera le principal moteur de l'activité mondiale, avec une croissance attendue autour de 6,5 % en 2018 et 2019. La Chine devrait décélérer tout en conservant une vitesse de croisière élevée (+ 6,6 % en 2018 et + 6,4 % en 2019). Les exportateurs de matière première, enfin, devraient voir leurs perspectives s'améliorer un peu après trois années difficiles.

Les économies émergentes bénéficient actuellement de nombreux facteurs favorables : bonnes perspectives industrielles (au Brésil, en Inde et en Turquie), hausse du pouvoir d'achat des ménages et remontée des prix du pétrole (pour la Russie en particulier) ou dynamisme des importations des partenaires commerciaux (la zone euro pour les pays d'Europe centrale et orientale par exemple). Ces soutiens devraient permettre le maintien d'un rythme élevé de croissance, voire une accélération de l'activité dans la plupart de ces pays. En Chine, les importations retrouveraient de la vigueur malgré le léger ralentissement de la demande intérieure : après avoir marqué une pause au dernier trimestre 2017, les importations chinoises retrouveraient du tonus au premier semestre 2018 (+ 2,0 % par trimestre), tirant profit de l'appréciation passée du yuan. Les exportations ne seraient pas pénalisées pour autant (environ + 1,5 % par trimestre, après + 3,6 % en 2017). Enfin, suivant la tendance de la demande intérieure, l'activité chinoise ralentirait à peine (+ 1,5 % par trimestre).

L'investissement accélérerait en 2018 aux États-Unis. La réforme fiscale votée en fin d'année 2017 par le Congrès américain commencerait à porter ses effets sur les revenus des ménages et les profits des entreprises dès le premier semestre 2018. La consommation des ménages y resterait ainsi vigoureuse (+ 0,6 % au premier puis + 0,7 % au deuxième trimestre), tirée par le pouvoir d'achat du revenu disponible brut qui profite du dynamisme de l'emploi. L'investissement des entreprises accélérerait nettement (+ 1,0 % puis + 2,0 %), avec la perspective de la mise en place du dispositif de suramortissement au deuxième trimestre 2018. L'activité économique américaine accélérerait ainsi légèrement.

Le commerce mondial resterait dynamique en 2018 : au quatrième trimestre 2017, le commerce mondial a progressé de 1,4 %, les importations américaines accélérant notablement. Durant le premier semestre 2018, la croissance des échanges mondiaux s'atténuerait un peu (+ 1,3 % puis + 1,2 % au deuxième trimestre) tout en restant dynamique. L'embellie économique de la zone euro permettrait une poursuite de la hausse de l'emploi en 2018 (+ 0,4 % par trimestre) et une baisse du taux de chômage jusqu'à 8,5 % à l'été. Dans un contexte de difficultés de recrutement persistantes,

notamment en Allemagne, les salaires seraient tout aussi dynamiques qu'en fin d'année, croissant de 0,7 % par trimestre, soit un peu plus que l'inflation. Les prix conservant des glissements annuels contenus (+ 1,5 % à la mi-2018 et + 0,9 % pour l'inflation sous-jacente), les gains de pouvoir d'achat continueraient d'être robustes en zone euro. En France dans tous les secteurs, les enquêtes de conjoncture signalent qu'un niveau élevé d'optimisme a été atteint en fin d'année 2017. Début 2018, certains indicateurs de climat ont cessé de progresser, notamment dans l'industrie et le commerce de détail, d'autres se sont repliés, dans les services, le bâtiment et le commerce de gros, tout en restant dans tous les cas nettement supérieurs à leur moyenne de longue période. Le climat des affaires, à 109 en février 2018, a ainsi perdu trois points depuis décembre dernier. La production manufacturière freinerait début 2018 (0,2 % au premier trimestre puis 0,6 %), après une fin d'année 2017 particulièrement allante (+ 1,5 % au quatrième trimestre). La production de services marchands hors commerce (+ 0,5 % par trimestre) et du commerce (+ 0,3 % au premier puis + 0,6 % au deuxième trimestre) serait également un peu moins dynamique ce semestre. La construction, toujours soutenue au premier trimestre (+ 0,8 %), ralentirait au deuxième (+ 0,6 %) du fait du repli de l'investissement en bâtiment tandis que la production dans les travaux publics se redresserait après deux trimestres de baisse. Après une année 2017 de rebond vers un niveau de production tendanciel, la production agricole serait stable début 2018.

Au total, le PIB national progresserait durant le premier semestre 2018 à une cadence un peu moins rapide qu'en 2017. Fin juin, l'acquis de croissance pour 2018 serait de + 1,6 %.

3 Accélération de la croissance mondiale

Croissance du PIB en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017, projections pour 2018 (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Monde	3,3	3,4	3,4	3,2	3,8	3,9
Economies dites avancées	1,2	1,8	2,1	1,7	2,3	2,5
Etats Unis	1,5	2,4	2,6	1,5	2,3	2,9
Zone Euro, dont :	-0,3	0,9	2,0	2,0	2,5	2,5
France*	0,6	0,9	1,1	1,1	2,0	2,1
Allemagne	0,4	1,6	1,8	1,8	2,5	2,5
Japon	1,6	-0,1	1,2	0,9	1,7	1,2
Pays dits émergents ou en développement	4,9	4,6	4,2	4,4	4,8	4,9
Chine	7,7	7,3	6,9	6,7	6,9	6,6
Inde	6,6	7,2	7,9	7,1	6,7	7,3
Amérique Latine - Caraïbes	3,0	1,3	0,1	-0,6	1,3	2,0
Brazil	3,0	0,1	-3,8	-3,5	1,0	2,3
Venezuela	1,3	-3,9	-5,7	-16,5	-14,0	-15,0
Suriname	2,8	1,8	0,1	-5,1	0,0	1,4
Caraïbes¹	3,4	5,1	5,1	4,9	3,1	6,2
Haiti	4,2	2,8	1,0	1,4	1,2	2,0
République Dominicaine	8,5	9,2	7,7	6,6	4,6	5,5
Antigua et Barbuda	1,5	4,2	2,2	5,3	2,8	3,5
Dominique	0,6	3,9	-4,3	2,6	-4,2	-16,3
Sainte-Lucie	0,1	0,5	1,6	3,4	3,0	2,5
Barbade	0,0	0,2	0,5	1,6	0,9	0,5
Trinidad et Tobago	2,3	-1,0	-1,8	-6,0	-2,6	0,2

1 Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haiti, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.
Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2018 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.